

OFFRE DE CONSULTANCE N° 03/2023

Terme de Reference Recrutement Consulstant(e) pour Conseil en Développement Organisationnel et Renforcement de la Durabilité

- **Date de publication de l'offre:** 13 Octobre 2023
- **Date de cloture:** 7 Novembre 2023
- **Durée de la consultance:** 1 Mois

I. À propos de Protection International

Protection International RD Congo est une organisation non gouvernementale spécialisée dans la gestion de la sécurité et la protection des défenseuses des droits humains (DDH) et des organisations communautaires. PI renforce principalement les stratégies de protection et les outils de gestion de la sécurité des DDH confrontés à des situations de risque et de menaces. Son approche de travail comprend la formation et l'accompagnement des communautés, la recherche et la systématisation des expériences de protection. PI met également en œuvre des initiatives de sensibilisation et plaidoyer pour accroître la visibilité de la situation des défenseurs.es des droits humains et promeut des politiques publiques nationales et internationales pour leur protection.

PI a son siège à Bruxelles, un bureau régional Afrique au Kenya et des bureaux de protection (PD) dans sept pays. Les PD opèrent par le biais de partenariats avec des ONG locales ou indépendamment en tant qu'organisations enregistrées localement. En RD Congo, le bureau de Protection International est établi à Goma au Nord Kivu avec une présence réduite à Bukavu au Sud Kivu.

II. Contexte general du projet

Protection International en partenariat avec SOFEPADI mettent en œuvre un projet intitulé « *Protéger la participation et amplifier la voix des femmes qui construisent la paix en République démocratique du Congo* ». Ce projet est soutenu par le Ministère Allemand des Affaires étrangères, est mis en œuvre dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Haut-Katanga et dans la ville province de Kinshasa. Le projet vise à contribuer à la création d'un environnement pacifique, sûr et propice pour les femmes défenseuses des droits de l'homme et à faire respecter la RCSNU 1325. L'objectif global est de renforcer la protection des défenseuses des droits humains et des communautés afin d'accompagner leurs efforts pour la consolidation de la paix et l'établissement d'un état de droit en RD Congo.

En effet, bien que ce projet accorde une attention particulière à la protection des femmes défenseuses car, confrontées à des défis structurels sociaux, culturels, économiques,

politiques spécifiques et violence de genre, menace, le viol et le harcèlement sexuel, arrestations, etc., qui entravent leur travail de promotion des droits humains,

Protection International apporte aussi son soutien à tous les groupes et défenseurs des droits humains (DDH) qui contribuent aux processus de démocratie et de paix. Il travaille avec différents groupes et personnes tels que les jeunes activistes, les défenseurs LGBTI/SOGI, les journalistes, les activistes environnementaux, les minorités religieuses et ethniques, etc. Ce travail s'effectue par le biais de mécanismes de sécurité et de protection préventifs offerts aux partenaires, afin de renforcer leurs capacités pour mener leur travail en toute sécurité.

III. **Contexte et objectifs de la mission**

Une étude de base sur les besoins de protection des femmes défenseuses des droits humains au Nord et au Sud Kivu commissionnée par PI en 2018, a montré que moins d'efforts sont consacrés à la protection des femmes défenseuses, alors qu'elles ont à faire face à des obstacles et défis spécifiques non seulement pour leur travail de promotion des droits des femmes, mais aussi pour leur condition de femme dans la vie quotidienne et leur place dans la société. Le patriarcat régnant au sein de la société, les coutumes et idéologies rétrogrades ainsi que la pauvreté, touchent les femmes défenseuses de façon directe et spécifiques et génèrent des menaces et des risques qui leur sont propres. De plus, malheureusement, les sources des menaces qui les touchent font dans certains cas partis des autorités politico-administratives et des forces de sécurité.

A l'occasion de la recherche susmentionnée, les femmes défenseuses des droits humains du Nord et Sud Kivu avaient émis le souhait qu'en l'absence de soutien conséquent au sein de leurs structures et au sein de la communauté, de se voir réunie dans une synergie afin d'hausser leurs voix et militer ensemble contre ces problèmes.

C'est ainsi qu'en mars 2021, Protection International avait facilité la mise en place d'un réseau de protection pour les femmes défenseuses des droits humains dénommé "*Coalition des Femmes Défenseuses Des Droits Humains du Nord et Sud Kivu (CFDDH)*", dans la perspective de développer des stratégies préventives et réactives adaptées au statut de femmes défenseuses. Un des mécanismes pour que leurs besoins spécifiques soient pris en compte tant dans les stratégies de protection élaborées au niveau local, national qu'international dans les interventions des différents partenaires.

Après deux années d'existence, Protection International, estime utile, qu'afin d'améliorer l'autonomie et la pérennité d'interventions de la CFDDH, de faire une évaluation de cette dernière.

IV. **Objectifs**

Dans le cadre de ce projet, La mission du consultant(e)de la consultante consistera à :

1. Réaliser une évaluation de l'état actuel de la coalition (CFDDH), des adaptations nécessaires pour impulser une nouvelle dynamique. À travers l'organisation de 4

petits ateliers de 1 jour avec 6 femmes dans chaque atelier à Beni, Butembo, Bukavu, et à Goma (7) participants c'est à dire 25 participantes pour un total de 4 jours d'atelier).

Pendant les sessions, le (la) consultant(e) devra former les participantes sur le leadership et la gouvernance, et procédera *au coaching/mentoring en développement organisationnel*, afin d'amener les participantes à faire une évaluation objective de leur organisation. C'est à dire aider les femmes à :

- Identifier un des principaux défis auquel leur organisation(CFDDH), fait face,
- Réviser leur structure organisationnelle (antennes/axes),
- Réviser leur mécanisme de coordination(modération),
- Réviser leur procédure d'élargissement des membres,
- Réviser leurs procédures opérationnelles internes, et
- Définir leur plan opérationnel 2023/2024

Par après, fournir aux femmes : *coaching/mentoring sur la durabilité de l'organisation(CFDDH)*.

V. **Resultats attendus de la mission**

À l'issue de sa mission, Le (la) consultant(e) devra fournir à PI un rapport présentant les résultats suivants en lien avec les objectifs définis :

- **Un rapport complet avec les éléments mentionnés ci-dessus : sur** Le renforcement des capacités de 25 Femmes membres de la CFDDH sur le leadership et la gouvernance, ainsi que des défis et difficultés cueillis constituant des freins à la bonne marche de leur organisation.
- **Produire les révisions (réformes) suggérées par et avec les femmes** sur leur : structure organisationnelle " antennes/axes ", mécanisme de coordination / " modération ", élargissement des membres, procédures opérationnelles internes, ainsi que le plan opérationnel 2023/2024.
- **Produire un recueil des recommandations (conseils)** fournis aux participantes sur le développement organisationnel et stratégies de réorganisation (CFDDH) et sa durabilité.

VI. **Methodologie**

Le (la) consultant(e)devra mettre sur pied la méthodologie participative appropriée pour conduire ces activités en fonction des objectifs et résultats attendus.

Toutefois, la méthodologie devra être élaborée de telle façon qu'elle puisse permettre aux participantes de s'accorder sur les défis et difficultés de leur réseau. Elle devra aussi être basée sur la nécessité d'évaluation générale de l'organisation depuis sa création et 'intérêt

de révisions de ces structures organisationnelles et mécanismes de coordination, Afin tenir compte des recommandations des participantes sur la manière dont le réseau pourrait être pérenne etc., ...

VII. **Livrables**

Tout au long de la mission, le consultant(e) devra tenir compte des données objectives et PI recevra une présentation préliminaire et un rapport complet sur les résultats conformément aux objectifs assignés.

- Le rapport préliminaire (15pages) devra donner une synthèse sur le déroulement,
- Le rapport final (20pages Max) devra comporter :
 - ✓ Une explication de la méthodologie utilisée, sa portée et les limites de la mission, la présentation du déroulement des activités ainsi que des résultats,
 - ✓ Un résumé, qui peut être utilisé indépendamment (5pages maximum),
 - ✓ Une liste des participants aux activités,
 - ✓ Des images qui parlent sur le déroulement des activités,
 - ✓ Des recommandations complètes pouvant faire l'objet de mesures claires et précises à être appliquer dans la suite de la mise en œuvre du programme de PI en faveur de la coalition des femmes défenseures.

VIII. **PI DRC sera responsable des tâches suivantes :**

- Tenir une réunion d'entrée avec Le (la) consultant(e).
- Partager les informations organisationnelles pertinentes de base de PI,
- Inviter les 25 femmes participantes sélectionnées pour ces activités,
- Valider le rapport final.

IX. **Profil et qualifications requises :**

Le/la consultante qui sera recruter pour faciliter la formation devra présenter le profil suivant :

- Expérience confirmée en coaching et formations des femmes,
- Expérience en création et en évaluation des organisations de la société civile,
- Expérience dans le renforcement des capacités sur le leadership et de la gouvernance,
- Expérience en appui et accompagnement stratégique des réseaux de femmes,
- Connaissance et Expérience parfaite en développement et durabilité des organisations,
- Expérience en conception, planification, mise en œuvre et suivi des activités des réseaux de femmes,

- Expérience de travail avec des ONG Nationales ou internationales de défense des droits humains,
- Bonne connaissance de la thématique protection des défenseur.es.,
- Bonne maîtrise du français et l'anglais (facultatif).
- La connaissance des langues locales(Swahili) est un atout majeur ;
- Disponibilité pour voyager au Nord et Sud Kivu.

X. **Coût :**

Pour la réalisation de cette mission un montant maximum **4000 USD** est prévu (Tous les frais compris sur la base de coûts réels et raisonnables, Il inclut, les frais d'honoraire consultance, de voyages et de sa prise en charges).

XI. **Processus de soumission des dossiers :**

Éléments du dossier

- Une proposition technique qui comprend une brève explication de la compréhension de la méthodologie proposée (max. 3 pages),
- Le Curriculum Vitae avec les coordonnées de trois références,
- Offre financière, Budget détaillé en USD
- Plan opérationnel de mise en œuvre.

Les dossiers devront être envoyés à :

- recruitment@protectioninternational.org,
Et réserver copie à :
- francoise.timbiri@protectioninternational.org,
- arlaine.kajabika@protectioninternational.org

Merci d'indiquer sur l'objet du mail « **Consultance- CFDDH** ». Inclure votre nom dans le nom du fichier de vos documents de candidature, par exemple Marie_DU PONT_CV.doc.

La date limite pour envoyer les dossiers est fixée à **Lundi 7 Novembre 2023 à 17 heures de Goma et Bruxelles.**

Les candidatures seront examinées au fur et à mesure et le poste pour ce contrat de consultance restera affiché jusqu'à ce qu'un candidat/firme qualifié soit sélectionné. Seuls les candidats/entreprises présélectionnés seront contactés.

De plus amples informations sur Protection International sont disponibles sur www.protectioninternational.org.

Protection International est un employeur qui respecte l'égalité des chances.
L'organisation ne pratiquera aucune discrimination et prendra des mesures d'action

positive pour garantir l'absence de discrimination dans les annonces d'emploi, le recrutement et les autres conditions d'emploi, en empêchant toute discrimination à l'encontre d'un candidat ou d'un employé sur la base de la race, de la couleur, du sexe, de l'origine nationale, de l'âge, de la religion, de la croyance, du handicap, de l'orientation sexuelle, de l'identité ou de l'expression de genre.

Adhérer à Protection International signifie se conformer à notre code de conduite et d'éthique, à notre politique anti-corruption, à notre politique de sécurité, à notre politique de *whistleblowing*, à notre politique de protection contre le harcèlement, les abus, l'exploitation et la discrimination.

Au sein de Protection International, les candidatures féminines sont très encouragées